

UNEF

Des réunions non mixtes très critiquées

Le ministre de l'éducation,
Jean-Michel Blanquer,
a annoncé réfléchir
à des moyens d'interdire
ces meetings du syndicat
étudiant, qu'il a qualifiés
de « racistes »

PAGE 10





FRANCE

L'UNEF critiquée pour ses « réunions non mixtes racisées »

Le syndicat étudiant a admis organiser de telles assemblées. Pour le ministre Blanquer, il s'agit de réunions « racistes »

Il aura suffi d'un passage sur Europe 1, le 17 mars, pour que Mélanie Luce, la présidente de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), déchaîne les passions. Interrogée par Sonia Mabrouk, la syndicaliste a admis l'organisation de réunions « non mixtes racisées » au sein de son organisation – comme révélé par *Le Monde* en 2017 –, provoquant l'ire d'une partie de la droite et de l'extrême droite, mais aussi de membres de la majorité.

Le syndicat étudiant est certes régulièrement dans le viseur de ses adversaires. Jamais pourtant les réactions n'auront été si violentes. Vendredi 19 mars, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a estimé sur BFM-TV que ces réunions étaient « racistes » et « profondément scandaleuses ». « Les gens qui se prétendent progressistes et distinguent les gens en fonction de la couleur de leur peau nous mènent vers des choses qui ressemblent au fascisme », a ajouté M. Blanquer. *Je ne suis pas ministre de l'enseignement supérieur. Mais, en tant que ministre de l'éducation, dès que je constate des choses de ce type, bien sûr que je considère que ça doit être porté en justice.* Il a,

en outre, affirmé qu'il réfléchissait « à d'éventuelles évolutions législatives pour empêcher ça ». Pour le ministre, « distinguer les gens selon la couleur de leur peau » peut mener « vers des choses qui ressemblent au fascisme ».

Dès mercredi soir, Eric Ciotti, le député du parti Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes, demandait la dissolution du syndicat. « L'UNEF est devenue l'avant-garde de l'islamo-gauchisme en France. Sous couvert de neutralité, ce syndicat étudiant est un mouvement

clairement antirépublicain », écrit l' élu dans un communiqué. « L'UNEF a sombré dans le gauchisme américain depuis bientôt dix ans. C'est de la discrimination raciale. Comment aurait-on réagi si on faisait des réunions interdites aux juifs ? », s'est insurgé le député (LR) de Vaucluse Julien Aubert qui assure avoir déposé plainte pour « discrimination raciale » contre le syndicat étudiant.

Une « dérive de long terme »

Pour François-Xavier Bellamy, député au Parlement européen, il s'agit d'une « dérive de long terme ». Lui aussi favorable à une dissolution, le philosophe estime qu'une réunion où les personnes

sont admises ou exclues en fonction de leur couleur de peau relève du « racisme ». « Que dirions-nous si des salles étaient interdites aux Noirs ou aux Arabes ? Une action doit être menée pour faire la lumière sur ces faits et les qualifier, plaide-t-il. Soit l'UNEF rompt avec ces pratiques, soit il faut la dissoudre. » M. Bellamy se dit d'autant plus consterné que le syndicat, dont il n'a jamais été proche, n'a pas toujours été dirigé ainsi. « Souvenons-nous qu'en 2013 l'UNEF se prononçait contre le port du voile à l'université », tient-il à rappeler. De son côté, le député Rassemblement national (RN) du Nord, Bruno Bilde, demande la coupure « des subventions » publiques versées à l'UNEF.

Au-delà de la droite et de l'extrême droite, plusieurs voix se sont exprimées au sein de la majorité, pour critiquer le syndicat étudiant. « L'UNEF a fait le choix, pour survivre, d'un clientélisme indigéniste exacerbé totalement scandaleux », a regretté l'ex-ministre de l'intérieur et président du

groupe La République en marche (LRM) de l'Assemblée, Christophe Castaner. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui s'est sou-





vent retrouvée par le passé aux côtés de l'UNEF dans des mobilisations antiracistes, s'est, elle, interrogée sur Twitter : « *A quel point faut-il être basané pour y entrer? Avec un peu de chance, les juifs séfarades pourront y être admis... Les Ashkénazes, eux, tout autant victimes de la haine antisémite, seront clairement trop blancs.* » Francis Kalifat, le président du CRIF, a fait, quant à lui, un parallèle avec le groupe d'extrême droite Génération identitaire : « *J'ai en son temps salué la dissolution de Génération identitaire, j'espère pouvoir très vite saluer la dissolution de l'UNEF, qui reconnaît par la voix de sa présidente l'organisation de réunions interdites aux Blancs.* »

« C'est caricatural »

Face à ce déchaînement, l'UNEF fait le dos rond. Mélanie Luce précise que les réunions dont il est question n'ont lieu « *que deux fois par an maximum* » et ne concernent que les militants du syndicat. « *Il y a des réunions non mixtes sur les discriminations, qu'elles concernent les femmes, les LGBT ou les questions de racisme, explique l'étudiante en droit à l'univer-*

sité Paris-II Panthéon-Assas. *Ce sont des groupes de paroles internes à l'organisation, au niveau du bureau national [direction du syndicat] et des AGE [associations générales d'étudiants, la section de base de l'UNEF]. Ce ne sont pas des réunions publiques. Toutes les personnes qui se sentent concernées peuvent venir, on n'a jamais refusé personne.* » Une fois ces réunions tenues, un compte rendu a lieu « *en réunion mixte* » cette fois-ci, soit dans la section locale, soit au sein du bureau national.

M^{me} Luce assure que le syndicat demeure « *universaliste* ». « *On a toujours dénoncé l'obscurantisme et on est attachés à la loi de 1905* », continue-t-elle. Et d'ajouter : « *Il y a une fracture générationnelle, les étudiants se soucient plus de discrimination. On lit toujours Marx. On*

dénonce le racisme systémique, le racisme institutionnel. On ne parle pas de racisme d'Etat. » Pour la dirigeante, les attaques que subit l'UNEF sont une manière pour ses adversaires de réclamer le pendant de la dissolution de Génération identitaire, une comparaison qu'elle réfute d'ailleurs : « *C'est caricatural. On n'est pas d'extrême gauche. Nous sommes progressistes, on rassemble plusieurs courants politiques.* » Selon elle, cette polémique est utile au gouverne-

ment pour décrédibiliser la parole de l'organisation, alors qu'elle lutte contre la précarité étudiante.

Depuis plusieurs semaines, l'UNEF, née en 1907, essuie de vives critiques. Début mars, à Grenoble, sa section locale a relayé une publication (avant de l'effacer) où l'on voyait notamment des collages accusant nommément des professeurs d'islamophobie. La direction du syndicat avait alors condamné sa section grenobloise. Cet incident s'ajoute à plusieurs polémiques autour du rapport de l'UNEF à la laïcité (par exemple le fait que sa vice-présidente, Maryam Pougetoux, soit voilée) et à sa conception de l'antiracisme.

Une partie de la gauche dénonce une dérive du syndicat étudiant, qui fut longtemps une école de

formation pour de nombreux socialistes, « *insoumis* », communistes et même macronistes. Devenue deuxième organisation étudiante derrière la modérée Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), elle paie, en partie, sa volonté d'indépendance vis-à-vis des formations de gauche. Ses responsables se rendent compte de cette mise à l'écart. Dans un mail que *Le Monde* s'est procuré, le secrétariat général demande aux anciens responsables de la solidarité : « *Face à cette situation où la fachosphère s'organise contre l'UNEF et menace directement les camarades, il est plus que jamais important d'avoir votre soutien afin de nous permettre*

de faire face à cette situation qui parasite nos activités militantes. »

Pour l'instant, la plupart des figures de la gauche – à l'exception, notamment, de Jean-Luc Mélenchon qui a appelé vendredi soir à « *défendre l'UNEF* », du Nouveau parti anticapitaliste et des syndicats CGT, FSU et Solidaires –, se font remarquer par leur discrétion depuis l'apparition du mot-dièse #dissolutionunef. Comme s'ils voulaient saisir l'occasion de se séparer d'un vieux membre de la famille devenu trop encombrant. ■

SARAH BELOUEZZANE
ET ABEL MESTRE

« Toutes les personnes qui se sentent concernées peuvent venir, on n'a jamais refusé personne »

MÉLANIE LUCE
présidente de l'UNEF





**La présidente
de l'UNEF,
Mélanie Luce,
lors d'une
manifestation
à Paris,
le 16 mars.**

LIONEL PRÉAU/RIVA PRESS

